
AVENANT AU REGLEMENT DU DISPOSITIF DEPARTEMENTAL DE SOUTIEN AU BLOC COMMUNAL POUR LA GENERALISATION DES EQUIPEMENTS INDIVIDUELS MOBILES

PRÉAMBULE

Par délibération du 28 janvier 2022, l'Assemblée Départementale a adopté le dispositif de généralisation des Equipements Individuels Mobiles à l'ensemble des élèves du CM1 à la 3^{ème} dans les Yvelines. Pour des raisons de continuité pédagogique, le Département souhaite soutenir les communes et intercommunalités des Yvelines qui s'engagent également dans un projet numérique scolaire. Le CM1, CM2 et la 6^{ème} appartenant au même cycle d'apprentissage, il sera proposé de mettre à disposition des Equipements Individuels Mobiles à destination des élèves et enseignants de CM1 et CM2 des écoles élémentaires publiques. Le présent dispositif est composé de deux axes principaux :

- **le financement en investissement des travaux d'équipement numérique dits « prérequis techniques »,**
- **la mise à disposition des Equipements Individuels Mobiles et des logiciels pour les élèves et les enseignants des classes de CM1 et CM2.**

A l'issue de l'Assemblée départementale du 28 janvier 2022, un courrier a été envoyé aux 259 communes et aux 10 EPCI afin de leur présenter le dispositif et les modalités pour s'en saisir. Les services du Département et de Seine-et-Yvelines Numérique (SYN) ont également organisé un webinaire pour les 41 communes identifiées comme prioritaires en lien avec le calendrier de déploiement des collèges.

À la suite de cette communication, la mise en œuvre opérationnelle du dispositif auprès des premières communes a soulevé la nécessité d'adapter le règlement pour faciliter le déploiement des Equipements Individuels Mobiles.

Les modifications du règlement présentées ci-dessous ont pour objectif de répondre au mieux aux besoins des communes mais également de maintenir l'efficacité du dispositif.

ARTICLE 1 – ARTICLES MODIFIÉS

- **L'ARTICLE 3, relatif à la durée du dispositif, est modifié comme suit :**

Le présent dispositif est valable à compter du **1^{er} février 2022 jusqu'au 31 janvier 2028, soit 6 ans. Pour les communes ou intercommunalité qui souhaitent rejoindre le dispositif, un dossier de candidature devra être déposé auprès des services du Département avant le 31 décembre 2024.**

Une commune ou une intercommunalité peut bénéficier du soutien du Département au titre de ce dispositif une seule fois durant la période **2022-2028**.

Le dispositif pourra être renouvelé par délibération de l'Assemblée départementale ; ce renouvellement s'appuiera sur la réalisation d'une évaluation du dispositif.

Dans l'hypothèse où une commune ou une intercommunalité construirait une nouvelle école publique élémentaire ou une extension sur la période **2022-2028**, elle pourra solliciter à nouveau une mise à disposition d'EIM autant que nécessaire afin de garantir la continuité pédagogique entre l'école et le collège.

- **L'ARTICLE 4, relatif aux conditions d'éligibilité au dispositif, est modifié comme suit :**

Pour être éligible, le projet du bénéficiaire doit comprendre la totalité des écoles élémentaires publiques du territoire communal ou intercommunal.

Le financement du Département au titre des travaux d'équipement numérique dits « prérequis techniques » implique systématiquement la mise à disposition d'EIM pour l'ensemble des élèves et des enseignants de CM1 et CM2 de toutes les écoles élémentaires publiques.

Un bénéficiaire souhaitant uniquement solliciter la mise à disposition des Equipements Individuels Mobiles devra justifier au préalable de la conformité des prérequis techniques des installations de la ou des écoles concernées par le projet.

Les écoles élémentaires privées sous contrat ne sont pas éligibles au présent dispositif.

- **L'ARTICLE 6, relatif aux opérations éligibles, est modifié comme suit :**

Réalisation des travaux de prérequis techniques

Sont éligibles les dépenses d'investissement relatives à l'équipement des prérequis techniques au déploiement des EIM dans les écoles élémentaires publiques, soit :

- les études de couverture Wifi et l'ingénierie du projet,
- les travaux d'installation des bornes Wifi, câblage et configuration des équipements,
- l'achat des équipements et licences (bornes wifi, switches, licences logiciels de gestion de l'infrastructure wifi, ...),

Ne sont pas éligibles :

- l'installation du routeur internet,
- les frais de mise en service du raccordement à internet,
- l'abonnement internet par école,
- le câblage électrique et les prises électriques non nécessaires à l'installation des bornes wifi.

Dans le cas d'un bénéficiaire ayant plusieurs écoles élémentaires publiques, il devra mener les travaux de prérequis techniques dans l'ensemble des écoles du territoire communal ou intercommunal avant un premier déploiement des EIM.

Le bénéficiaire devra s'assurer que le débit internet est suffisant conformément aux engagements de l'article 5.

Mise à disposition des Equipements Individuels Mobiles

Le Département prend à sa charge le financement des dépenses d'investissement des EIM qui recouvre la fourniture :

- d'une tablette tactile identique à celle mise à disposition en collège ;
- d'une coque ;
- d'un chargeur ;
- des licences des logiciels de sécurisation et de pilotage à distance des EIM,
- **de la fiche de conformité des travaux de prérequis techniques préalables au déploiement des EIM et réalisée par SYN.**

Tout autre équipement ou service est exclus.

Le calendrier et les modalités de déploiement des EIM sont déterminés par SYN.

Afin de maintenir les EIM en conditions opérationnelles durant les années de CM1 et CM2 pour tous les élèves et leurs enseignants, la mise en place d'un service de maintenance des équipements est inhérente au déploiement conformément à l'article 5.

Ce service de maintenance constitue une dépense de fonctionnement qui reste à la charge de la commune ou de l'intercommunalité qui souhaite développer son projet communal ou intercommunal. Cette maintenance est réalisée par SYN au profit des communes et intercommunalités, dont les modalités d'intervention sont fixées dans le cadre d'une convention tripartite conclue entre le Département, Seine-et-Yvelines Numérique et la commune. **Afin de respecter l'objectif d'égalité des chances, la commune ou l'intercommunalité ne pourra pas demander une participation des familles pour le financement des dépenses de fonctionnement, sauf dans le cas de la réparation des tablettes dépassant le taux de casse annuel de 3% compris dans les frais de fonctionnement.**

La maintenance de l'infrastructure réseau reste à la charge de la commune qui la confie au prestataire de son choix.

- **L'ARTICLE 8, relatif à la procédure de concertation et d'instruction est modifié comme suit :**

Le paragraphe 2 de l'article 8 est modifié comme suit :

Les pièces à fournir pour le dépôt du dossier sont les suivantes :

- **un courrier de saisine,**
- une délibération de l'organe délibérant (conseil municipal, syndical ou intercommunal),
- une note de présentation du projet numérique scolaire de la commune ou de l'intercommunalité (projet pédagogique, écoles concernées, nombre de classes, nombre d'élèves, etc.) avec un détail des travaux à réaliser, descriptif des matériels à acquérir, le coût détaillé du projet, le calendrier des travaux et des acquisitions,
- une note de présentation des coûts de la maintenance (exclus du dispositif),
- un plan de situation localisant les écoles élémentaires concernées par le projet de déploiement numérique et leur rattachement (commune, intercommunalité ...) ;
- le budget prévisionnel détaillé de l'opération (cf. modèle en ligne sur le site du Département) indiquant le plan de financement HT/TTC
- le(s) devis des travaux et/ou prestations HT/TTC
- une attestation de débit internet (facture(s) du FAI précisant le débit souscrit pour chaque école concernée, et capture d'écran du test de débit réellement fourni, réalisé depuis un poste situé au sein de chaque école concernée) ;
- tout autre document nécessaire à l'instruction du dossier.

- **L'ARTICLE 10, relatif aux modalités de versement des subventions pour la réalisation des travaux de pré requis techniques est modifié comme suit :**

Le paragraphe 5 de l'article 10 est modifié comme suit :

Par ailleurs, le Bénéficiaire doit adresser au Conseil départemental les pièces complémentaires ayant vocation à contrôler la conformité de la réalisation des opérations avec le dossier de demande de subvention initiale. Ces pièces ne sont pas transmises à la paierie.

- **la fiche de conformité validée**

Le dernier paragraphe de l'article 10 est modifié comme suit :

Dans le cas de communes ou intercommunalités n'ayant pas la nécessité de réaliser les travaux de prérequis, ces dernières doivent malgré tout valider la fiche de conformité ci-dessus pour bénéficier de la mise à disposition des EIM.

- **L'ARTICLE 13, relatif à l'évaluation est modifié comme suit :**

Le Département et Seine-et-Yvelines Numérique lanceront plusieurs campagnes d'évaluation dans le but de mesurer l'impact de ce nouveau dispositif pendant la durée initiale de la convention auprès du bloc communal. Trois critères généraux d'évaluation seront mesurés :

- critère 1 : taux d'équipement des élèves et enseignants concernés à l'échelle des Yvelines
- critère 2 : taux de satisfaction des parents d'élèves équipés
- critère 3 : taux de satisfaction des enseignants équipés

Ces évaluations, sous formes de questionnaires, devront être remises au plus tard deux mois après leur réception.

Le Bénéficiaire transmettra, un an après le déploiement complet des EIM puis aux termes de la convention, un bilan du projet aux services du Département. Ces bilans permettront de mesurer l'impact de cette nouvelle politique publique départementale ainsi que sa cohérence avec le déploiement du numérique dans les collèges.

Le Bénéficiaire peut être sollicité par le Département pour réaliser d'autres évaluations si nécessaire dans le but d'améliorer son action.

ARTICLE 2 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa signature.

ARTICLE 3 – AUTRES DISPOSITIONS

L'ensemble des dispositions du règlement initial, non contraires aux présentes, demeurent inchangées.